

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N°003366

Le 16 juillet 2025

VIA DOTELEC - FAST Actes

044-442120390-20250710-00033660-02

**BUREAU DE SILENE EN DATE  
DU JEUDI 10 JUILLET 2025**

<b>Délibération n°</b>  <b>15</b>	<b>SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT - DISPOSITIF EMPEX - ÉQUIPE MOBILE DE PREVENTION DES EXPULSIONS</b>
---	--

L'An deux mille vingt cinq, le 10 juillet, à 14 heures, s'est réuni Le Bureau, en salle du Conseil d'Administration, au siège de Silène, 17 rue Mendès France à Saint-Nazaire, sous la présidence de Monsieur Franck HERVY, Vice-Président.

**ADMINISTRATEURS PRESENTS :**

M. Franck HERVY, M. Alain LE PAPE, Mme Dominique TRIGODET, Mme Ghislaine HERVOCHE, M. PATRICK LAMOOT

**POUVOIRS :**

M. Xavier PERRIN donne pouvoir à M. Franck HERVY

**ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

**ASSISTAIENT A LA REUNION :**

Madame Sandrine WILLIAMSON, Directrice Générale,  
Monsieur Franck GOURDEL, Directeur de l'Offre Nouvelle,  
Madame Christelle OLIVIER, directrice Clientèle,  
Monsieur Olivier CORALLO, Chargé de missions et projets transversaux.

**Contexte :**

Dans le cadre du programme national « Accompagnement Vers et Dans le Logement » (AVDL), un nouveau projet porté par l'ADIL 44, en lien avec les associations ANEF FERRER et L'ÉTAPE, et en partenariat avec 14 bailleurs sociaux de Loire-Atlantique, a été retenu à l'appel à projets 2024 du Fonds National AVDL (FNAVDL), dans la continuité d'un premier projet lauréat en 2021.

Ce projet, intitulé EMPEX (Equipe Mobile Prévention des Expulsions) vise à renforcer la politique de prévention des expulsions locatives, en offrant un accompagnement social individualisé, réactif, et coordonné auprès des locataires du parc social en difficulté dans l'objectif de prévenir les ruptures de parcours et favoriser le maintien dans le logement.

**Les signataires de la convention :**

- Silène et 13 autres bailleurs sociaux du département,
- L'ADIL 44,
- L'ANEF FERRER et L'ÉTAPE.

**Objet de la convention :**

Cette convention formalise le fonctionnement du dispositif EMPEX :

- les modalités d'identification et de saisine des situations par les bailleurs,
- le rôle de diagnostic et d'orientation de l'ADIL 44,
- les modalités d'accompagnement social par l'ANEF FERRER et L'ÉTAPE,
- la coordination inter-partenaire et les engagements de suivi,
- le cadre financier du dispositif.

**Public concerné :**

Les locataires du parc social pour lesquels une procédure d'expulsion est engagée ou envisagée (pour des raisons d'impayés de loyer, de troubles de voisinage ou d'occupation, ou de non-réponse à l'enquête SLS).

**Engagements du bailleur :**

Chaque bailleur s'engage à :

- adresser à l'ADIL un nombre de situations défini annuellement, pour Silène, 12 dossiers,
- participer au comité de pilotage annuel,
- respecter les processus collectifs définis,
- prendre en charge une participation financière au coût des interventions selon une grille tarifaire établie (par type de situation).

**Engagements et modalités d'action des partenaires :**

**L'ADIL 44 s'engage à :**

- Contacter les locataires orientés par les bailleurs ;
- Réaliser un **diagnostic social et budgétaire à domicile** ;
- Mettre en œuvre, si besoin, une **tripartite initiale** bailleur/locataire/opérateur social ;
- Transmettre les situations nécessitant un accompagnement à l'ANEF FERRER ou à L'ÉTAPE (durée de l'accompagnement 4 mois, renouvelable 2 mois si nécessaire) ;
- Assurer un **suivi régulier** avec les bailleurs (informations sur les démarches engagées, bilans) ;
- Représenter le dispositif dans les instances partenariales ;
- Produire un **bilan annuel d'activité**.

**ANEF FERRER et L'ÉTAPE s'engagent à :**

- Maintenir le lien avec les ménages accompagnés (relances pendant 1 mois si non adhésion) ;
- Réaliser une **tripartite de démarrage** avec le bailleur ;
- Initier les démarches urgentes (administratives, sociales, financières) ;
- Évaluer les besoins en accompagnement durable ;
- Réorienter vers les services sociaux de droit commun si nécessaire ;
- Assurer la **coordination interprofessionnelle** (travailleurs sociaux, acteurs médico-sociaux, etc.) ;
- Informer régulièrement le bailleur et formuler des préconisations.

**Coût du dispositif :**

Le budget global annuel est de 490 000 €, financé par le FNAVDL à hauteur de 286 471,08 € et par les contributions des bailleurs. Chaque situation transmise à l'ADIL fait l'objet d'un forfait par action et par phase (diagnostic, accompagnement initial, renouvellement éventuel).

	Diagnostic ADIL	Accompagnement 4 mois	Renouvellement 2 mois
Fiche 1 (impayés)	150€	200€ (soit 50€/mois)	100€
Fiche 2 (troubles)	75€	300€ (soit 75€/mois)	150€
Fiche 3 (SLS)	150€	200€ (soit 50€/mois)	100€
Fiche 4 (sortie du logement)	75€	300€ (soit 75€/mois)	150€
Coût facturé par bailleur ne remplissant pas sa jauge	300€ par dossier non intégré		

**Durée :**

La convention est conclue pour deux ans, avec effet rétroactif au 1er janvier 2025, jusqu'au 31 décembre 2026.

**Gouvernance :**

- Un comité de pilotage annuel réunit tous les signataires,
- Des échanges réguliers sont prévus entre les partenaires sur les situations suivies,
- Un bilan d'activité est transmis annuellement.

Compte tenu de ce qui précède, il est demandé aux administrateurs de bien vouloir émettre un avis favorable à la signature de la convention de partenariat pour la mise en œuvre du dispositif EMPEX sur la période 2025-2026, et autoriser la Directrice Générale à signer la convention ainsi que tout document y afférent.

**SEANCE DU BUREAU :**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

**Ont signé : Tous les Membres présents**

Copie RENDUE EXECUTOIRE  
Loi du 2 mars 1982



Pour copie conforme,  
La Directrice Générale de Silène,  
**S. WILLIAMSON**

## CONVENTION de PARTENARIAT

### Equipe Mobile « Prévention des expulsions des locataires du parc social » en Loire-Atlantique

---

Il est convenu entre :

**Aiguillon Construction**, (réfèrent RGPD : [cgannieux@aiguillon.com](mailto:cgannieux@aiguillon.com))  
Situé 60 avenue du Canada – CS 50147 – 35201 Rennes Cedex 2,  
Représenté par Thierry HEYVANG, agissant en qualité de Directeur Général,

**Atlantique Habitations**, ([contactcnil@atlantique-habitations.fr](mailto:contactcnil@atlantique-habitations.fr))  
Situé 10 Boulevard Charles Gautier - 44800 Saint Herblain  
Représenté par Vincent BIRAUD, agissant en qualité de Directeur Général,

**CDC Habitat Social**, (Délégué à la protection des données : [protection.donnees@cdc-habitat.fr](mailto:protection.donnees@cdc-habitat.fr))  
Situé 1 rue des Sassafras - BP 90105 - 44301 Nantes Cedex 3  
Représenté par Camille BONIN, agissant en qualité de Directeur Général,

**CIF Coopérative**, ([rgpd@groupecif.com](mailto:rgpd@groupecif.com))  
Situé 10, rue de Bel Air B.P. 53205 44032 Nantes Cedex 1,  
Représenté par Sylvie MEIGNEN, agissant en qualité de Directrice Générale Déléguée,

**CISN**, ([dpo.groupe@groupecisen.fr](mailto:dpo.groupe@groupecisen.fr)),  
Situé au 13 avenue Barbara – 44570 Trignac  
Représenté par Lise-Anne LEHAY, agissant en sa qualité de Directrice,

**Habitat 44**, ([contact@habitat44.org](mailto:contact@habitat44.org))  
Situé 3 boulevard Alexandre Millerand - 44204 Nantes Cedex 2  
Représenté par Stéphane CARASSOU, agissant en qualité de Directeur Général,

**Harmonie Habitat**, (Correspondant Informatique et Libertés : [contactcnil@harmoniehabitat.org](mailto:contactcnil@harmoniehabitat.org))  
Situé 8 avenue des Thébaudières - BP 70344 - 44816 Saint-Herblain CEDEX  
Représenté par Fabienne DELCAMBRE, agissant en qualité de Directrice Générale,

**ICF Atlantique**, ([marie-jeanne.yacin@icfhabitat.fr](mailto:marie-jeanne.yacin@icfhabitat.fr))  
Situé 17, allée Baco 44000 Nantes,  
Représenté par Remy ANDROUET, agissant en qualité de Directeur Régional,

**La Nantaise d'Habitations**, (Délégué à la protection des données : [dpo@lnh-sa.fr](mailto:dpo@lnh-sa.fr))  
Situé l'Atrium - 1 allée des hélices - BP 50 209 - 44202 Nantes Cedex 2  
Représenté par Thomas CAUDRON, agissant en qualité de Directeur Général,

**LogiOuest**, (Délégué à la protection des données : [dpo.logiouest@polylogis.fr](mailto:dpo.logiouest@polylogis.fr))

Situé 13 boulevard des Deux Croix - CS 83029 - 49017 Angers Cedex 02

Représenté par Guillaume CORFDIR, agissant en qualité de Directeur,

**Nantes Métropole Habitat**, (Délégué à la protection des données : [dpo@nmh.fr](mailto:dpo@nmh.fr))

Situé 26 place Rosa Parks – BP 83618 - 44036 Nantes Cedex 01

Représenté par Marc PATAY, agissant en qualité de Directeur Général,

**Podeliha**

Situé au 8 rue de la Liotterie - 44430 Loroux-Bottereau

Représenté par Gonzague NOYELLE, agissant en sa qualité de Directeur Général,

**SILENE**, (réfèrent RGPD - [dpo@silene-habitat.com](mailto:dpo@silene-habitat.com))

Situé au 17 rue Pierre Mendès France - 44600 Saint-Nazaire

Représenté par Sandrine WILLIAMSON, agissant en sa qualité de Directrice Générale,

**Vilogia**, (Délégué à la protection des données : [dpo@vilogia.fr](mailto:dpo@vilogia.fr))

Situé 74 rue Jean Jaurès - 59664 Villeneuve d'Ascq CEDEX,

Représenté par Julien BIGER, agissant en qualité de Directeur de Territoire,

Ci-après dénommés ensemble les « 14 bailleurs ».

Et

**L'Agence Départementale d'Information sur le Logement de la Loire-Atlantique**, dont le siège social se situe au 12 Rue du Président Herriot, 44000 NANTES, représentée par Madame Nathalie TRICOT, directrice, dûment habilitée à cet effet,

Ci-après dénommée, "l'ADIL 44"

Et

**L'ANEF FERRER**, dont le siège social se situe au 11 bis boulevard des Martyrs Nantais, 44200 NANTES, représenté par Monsieur Yann DROMERT, directeur, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommée, "l'ANEF FERRER »

Et

**L'ETAPE**, dont le siège social se situe au 36 route de Clisson, 44200 NANTES, représenté par Monsieur Julien BASLE, directeur par intérim, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommée, "l'ETAPE »

Ci-après dénommées ensemble les « associations partenaires ».

Les 14 bailleurs, l'ADIL 44, l'ANEF FERRER et L'ETAPE sont également ci-après désignés collectivement les « Parties » et individuellement une « Partie ».

## **Préambule :**

Dans le cadre du programme « Accompagnement Vers et Dans le Logement » (ci-après désigné AVDL) qui vise à favoriser l'accès et le maintien dans le logement de ménages en grande difficulté grâce à un accompagnement social adapté et à un renforcement de la gestion sociale, un appel à projet a été lancé en mai 2024 par l'Etat Français via la DDETS, la DREETS, la FAS et l'USH des Pays de la Loire.

Le projet porté par l'ADIL 44 en lien avec l'ANEF FERRER et l'ETAPE et 14 bailleurs de Loire-Atlantique, dans la continuité du projet initial lauréat en 2021, a été retenu par la commission de sélection de l'appel à projets du Fonds National d'Accompagnement Vers et Dans le Logement (ci-après désigné FNAVDL).

Le public visé par le programme AVDL est l'ensemble des publics prioritaires mentionnées à l'article L.441-1 du CCH, les ménages reconnus prioritaires DALO et les personnes mentionnées au II de l'article L.301-1 1 du CCH.

Compte tenu des spécificités territoriales et pour le département 44, la priorité est donnée aux ménages à la rue dans le cadre du « logement d'abord », ceux en hébergement dans le cadre de l'objectif de fluidité et les ménages menacés d'expulsion.

La politique de prévention des expulsions locatives se caractérise notamment par des difficultés à joindre les ménages à toutes les étapes de la procédure ; or, l'implication du ménage est indispensable pour permettre de prévenir les expulsions locatives, et mobiliser tous les outils et dispositifs susceptibles de permettre le maintien dans le logement ou l'accès à un logement plus adapté.

Ces difficultés sont aujourd'hui aggravées par l'accroissement des recours DALO, la tension sur le parc avec une forte augmentation des délais anormalement longs sur l'ensemble du département, embolisation des structures d'hébergement.

Aussi, les Parties ont souhaité coopérer dans le cadre de ce dispositif pour permettre aux locataires du bailleur, dont le problème de maintien ou d'accès dans un logement provient de difficultés financières, de difficultés d'insertion sociale ou d'un cumul de difficultés, de bénéficier d'un diagnostic réalisé par l'ADIL 44 en vue d'un accompagnement spécialisé fourni soit par l'ANEF FERRER soit par l'ETAPE. A ce titre, les locataires en difficulté peuvent bénéficier d'un accompagnement simple ou renforcé.

Les Parties se sont rapprochées et sont convenues de ce qui suit.

## **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités de mise en œuvre techniques, administratives et financières de la mission de prévention des expulsions réalisée en partenariat par l'ADIL 44, l'ANEF FERRER, l'ETAPE et les 14 bailleurs.

## Article 2 : Public visé

Les locataires du parc social des 14 bailleurs partenaires, résidant en Loire Atlantique, pour lesquels une procédure d'expulsion est en cours ou envisagée sur l'un des 4 motifs suivants (annexe 1) :

- Fiche Action 1 : Ménages en impayé de loyer, pour lequel une procédure de résiliation de bail ou d'expulsion est engagée
- Fiche Action 2 : Ménage présentant une situation préoccupante (troubles de voisinage ou d'occupation), avec ou sans dette, et pour lequel une procédure de résiliation de bail ou d'expulsion a été engagée
- Fiche Action 3 : Ménage n'ayant pas répondu à l'enquête SLS, pour lequel un supplément de loyer est ou va être appliqué
- Fiche Action 4 : Ménage pour lequel l'expulsion du logement va être mise en oeuvre (RFP et CFP)

## Article 3 : Engagements des bailleurs

Les bailleurs s'engagent à :

- Participer au comité de pilotage annuel,
- Adresser aux chargées de mission de l'ADIL des situations de locataires dans le respect des volumes convenus annuellement (annexe 2),
- Communiquer en interne sur la mise en oeuvre de la mission,
- Mettre à disposition un référent bailleur, interlocuteur privilégié de l'ADIL, de l'ANEF FERRER et de l'ETAPE,
- Participer à une tripartite avec le référent du ménage de l'association mobilisée au début de l'action
- Informer au préalable la chargée de mission de l'ADIL ou le référent social de l'ANEF FERRER et de l'ETAPE avant la mise en oeuvre du concours de la force publique.

## Article 4 : Engagements respectifs des associations partenaires

L'ADIL 44 s'engage à :

- Mettre tout en oeuvre afin de contacter les locataires désignés par les bailleurs,
- Réaliser les diagnostics sociaux et budgétaires au domicile des locataires concernés,
- Mettre en oeuvre les tripartites, dans le cadre de la mise en oeuvre d'un accompagnement renforcé (avec l'ANEF FERRER ou l'ETAPE) ou simple (droit commun),
- Partager de manière régulière avec le référent bailleur et les équipes dédiées sur l'avancée des actions engagées ou visant à être engagées,
- Représenter le dispositif « Equipe Mobile – Parc Social - Prévention des Expulsions » lors des instances inter-bailleurs et inter-partenariales,
- Produire un bilan annuel de l'activité du dispositif.

L'ANEF FERRER et l'ETAPE s'engagent à :

- Poursuivre le contact avec le ménage par tout moyen sur période maximum d'un mois si non adhésion,
- Réaliser une tripartite avec le bailleur au début de l'accompagnement afin de définir conjointement des objectifs,



- Initier les démarches urgentes permettant de débloquent la situation en lien, le cas échéant, avec le référent social de rattachement,
- Evaluer s'il y a nécessité d'un accompagnement social durable et si besoin, estimer son degré d'intensité,
- Organiser si nécessaire, avec le référent social de rattachement, la réorientation vers un accompagnement social adapté et s'assurer que la passerelle avec les différents partenaires sociaux ou médico-sociaux est établie,
- Informer le bailleur des évolutions de la situation et formuler des préconisations.

#### Article 5 : Coût de la mission

Il a été convenu entre l'ADIL 44 et les 14 bailleurs de Loire-Atlantique que 166 dossiers annuels devront être transmis à l'ADIL 44, soit 14 dossiers par mois en moyenne sur 12 mois.

Par ailleurs, il a été convenu que l'ANEF FERRER et l'ETAPE puissent, suite au diagnostic social et budgétaire, être mobilisés sur 122 ménages en file active répartis comme suit (estimation) :

- ANEF FERRER – Nantes 42 ménages
- ANEF FERRER – Saint Nazaire 30 ménages
- ETAPE 50 ménages

Le coût prévisionnel global de la mission pour deux (2) années a été fixé à 490 000€ par an répartis comme suit : 100 000€ pour l'ADIL 44, 220 000€ pour l'ANEF FERRER et 170 000 € pour l'ETAPE.

Afin d'assurer la mise en œuvre du dispositif et la pérennité des emplois, il est acté un financement par bailleur sous la forme suivante :

	Diagnostic ADIL	Accompagnement 4 mois	Renouvellement 2 mois
Fiche 1 (impayés)	150€	200€ (soit 50€/mois)	100€
Fiche 2 (troubles)	75€	300€ (soit 75€/mois)	150€
Fiche 3 (SLS)	150€	200€ (soit 50€/mois)	100€
Fiche 4 (sortie du logement)	75€	300€ (soit 75€/mois)	150€
Coût facturé par bailleur ne remplissant pas sa jauge	300€ par dossier non intégré		

Chaque bailleur s'est engagé sur un nombre de situations à intégrer afin d'atteindre l'objectif total de 166 dossiers par an (répartition individuelle par bailleur rappelée en annexe 1).

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs bailleurs venaient à ne pas respecter leurs quotas de dossiers à transmettre à l'ADIL 44, un point d'étape sera réalisé au début du 4<sup>ème</sup> trimestre afin de permettre aux bailleurs souhaitant augmenter leur jauge temporairement de le faire afin d'assurer l'équilibre financier. A défaut, **le non-respect de la jauge d'intégration sera facturé à hauteur de 300€ par dossier non transmis à l'ADIL.**



Le FNAVDL versera à l'ADIL une somme globale de 286 471.08€ pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025, somme qui en complément du financement des 14 bailleurs (annexe 3), assurera la réalisation du projet et le financement de l'action pour les 3 associations.

#### **Article 6 : Modalités de mise en œuvre**

Le bailleur saisit l'ADIL 44 par la transmission de :

- La fiche de saisine dûment complétée (annexe 4)
- Le relevé de compte locataire,
- La copie du courrier transmis au locataire l'invitant à adhérer à la proposition de rendez-vous (annexes 5 et 5 bis)
- Tout autre document permettant une meilleure compréhension du contexte d'intervention.

Le dispositif prévoit la mise en œuvre des actions suivantes pour les motifs « impayés » et « non-réponse à l'enquête SLS » :

- La prise de contact par l'ADIL 44 avec le locataire suite à la saisine bailleur,
- La réalisation d'un pré diagnostic social et budgétaire par la chargée de mission de l'ADIL 44,
- Les préconisations, accompagnées d'une reprise de paiement le cas échéant,
- La mise en œuvre d'accompagnement individuel par l'ANEF-FERRER, l'ETAPE ou par le droit commun sur adhésion du locataire,
- La transmission du pré diagnostic ADIL et/ou du bilan de la mesure.

Le dispositif prévoit la mise en œuvre des actions suivantes pour le motif « troubles d'occupation » :

- La saisine par le bailleur de l'EMPEX via l'ADIL,
- La saisine de l'ANEF FERRER ou l'ETAPE par l'ADIL,
- La prise de contact auprès du ménage par l'association mandatée, par tout moyen sur une période d'un mois en cas d'absence d'adhésion,
- La mise en œuvre d'un diagnostic et d'un accompagnement individuel par l'ANEF-FERRER ou l'ETAPE sur adhésion du locataire,
- La transmission du bilan de la mesure par l'ANEF FERRER ou l'ETAPE.

Le dispositif prévoit la mise en œuvre des actions suivantes pour le motif « accompagnement à la sortie » :

- La saisine par le bailleur de l'EMPEX via l'ADIL,
- La saisine de l'ANEF FERRER ou l'ETAPE par l'ADIL,
- La prise de contact auprès du ménage par l'association mandatée, par tout moyen sur une période d'un mois en cas d'absence d'adhésion,
- La mise en œuvre d'une aide à préparer le départ du logement visant à éviter que la sortie du logement se fasse avec le concours de la force publique en présence des forces de l'ordre, et la mise à la rue,
- La transmission du bilan de la mesure par l'ANEF FERRER ou l'ETAPE.

Pour rappel, tout intégration au motif « accompagnement à la sortie » doit être **fait à minima 2 mois avant** la mise en œuvre du concours de la force publique.

L'ADIL 44, l'ANEF FERRER et l'ETAPE s'engagent à tenir informer le bailleur des contacts effectués avec le locataire et les démarches engagées.

#### **Article 7 : Pilotage du dispositif**

Un comité de pilotage sur le suivi du dispositif en inter-bailleurs et inter-associations partenaires (l'ADIL 44, l'ANEF-FERRER, L'ETAPE) est prévu une (1) fois par an, à minima.

En parallèle, le référent bailleur doit assurer en interne :

- La représentation de son organisme au comité de pilotage,
- Le respect de la jauge d'intégration fixée,
- Le respect des process définis collectivement,
- Le respect de la démarche collective par les prestataires missionnés (l'ADIL 44, l'ANEF-FERRER, l'ETAPE).

#### **Article 8 : Protection des données à caractère personnel**

Aux fins du présent article, il faut entendre par « données à caractère personnel » toute information relative à une personne physique identifiée ou pouvant être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à plusieurs éléments qui lui sont propres.

- Finalité de traitement

Les données à caractère personnel ne sont collectées, traitées et transmises que pour un usage déterminé, explicite et légitime. En conséquence, les destinataires des données s'engagent à ne pas utiliser les données et documents transmis à des fins autres que celui spécifié dans la présente convention.

Ces données seront traitées uniquement dans le cadre du dispositif « Prévention des Expulsions ».

- Licéité du traitement

La licéité du traitement est basée sur deux fondements légaux

- L'exécution d'une mission d'intérêt public dont est investi un bailleur social aux fins d'éviter les expulsions locatives des ménages vulnérables /en difficultés par la mise en œuvre de l'évaluation et de l'accompagnement social personnalisé de personnes rencontrant des difficultés sociales,
- et le consentement des locataires. Le consentement de tous les locataires doit être recueilli au préalable à leur intégration dans le dispositif et par écrit. Ce consentement doit être éclairé, cela suppose que le locataire ait bien reçu au préalable une information claire et compréhensible des finalités du dispositif.

Les locataires doivent donc être informés des objectifs, des modalités pratiques et du déroulement des étapes du dispositif. Leur consentement est également obligatoire lors de la collecte de données de santé et/ou de difficultés d'ordre sociale. Les locataires ont la possibilité de s'opposer à cette collecte et au traitement de leurs données à caractère personnel. Les locataires doivent être informés qu'ils peuvent revenir à tout moment sur cette autorisation selon les mêmes modalités que le droit d'accès et de rectification. Ces modalités sont détaillées dans le recueil de consentement.

Un recueil de consentement sera remis par l'ADIL 44, au locataire en double exemplaire lors du premier rendez-vous pour porter à connaissance et signature.

Un exemplaire est remis au locataire, le second sera scanné par l'ADIL 44, à son bailleur social.

**Précision importante : Un consentement par personne qui dispose de sa pleine capacité juridique. Exemples : un couple = 2 consentements, un adulte + 1 enfant mineur = 1 consentement, un adulte + 1 enfant majeur = 2 consentements si les données de santé ou de difficultés sociales concernent les 2 personnes. A défaut, un seul consentement.**

- **Nature des données collectées**  
Seules les données nécessaires à l'objectif recherché du projet doivent être collectées. Seules les informations génériques, neutres, objectives et strictement nécessaires à la prévention de l'expulsion du locataire devront donc être collectées.
- **Destinataires**  
Les informations personnelles de chaque locataire suivi dans le cadre du dispositif, sont destinées à l'ADIL 44 puis à l'association en charge de la situation (l'ANEF FERRER ou l'ETAPE), participantes au dispositif « Equipe Mobile – Parc Social – Prévention des Expulsions » géré par l'ADIL 44, au bailleur prescripteur, ainsi qu'aux partenaires institutionnels de la Loire-Atlantique (Préfecture, Conseil Départemental et Mairies du département).  
Ces données ne peuvent être communiquées à des tiers même à titre onéreux ou gratuit, sous quelque forme que ce soit sauf à des organismes publics pour répondre à des obligations légales et réglementaires.
- **Durée de conservation**  
Les données collectées et traitées seront conservées 5 ans après la saisine de la situation par le bailleur ou après le contrôle de l'ANCOLS.  
Le consentement écrit du locataire doit être conservé comme preuve du consentement pendant cinq (5) ans.  
Les mêmes délais de conservation s'appliquent pour l'ADIL 44 et L'ANEF FERRER et L'ETAPE.
- **Sécurité et confidentialité des données**  
Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le bailleur et l'ADIL 44, l'ANEF FERRER et l'ETAPE s'engagent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Ils s'engagent donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui leur sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la finalité prévue à la convention ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées à la convention;
- ne pas transférer, utiliser ou héberger les données personnelles hors Union Européenne, sans autorisation préalable et écrite des locataires et à condition que le pays destinataires présente un niveau de protection adéquat ou suffisant, conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée le 6 août 2004 ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de la convention;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée de la présente convention;

L'ADIL 44, l'ANEF FERRER et l'ETAPE ne peuvent sous-traiter, au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, tout ou partie des prestations, notamment vers un pays qui n'est pas situé dans le cadre de l'Union européenne qu'après avoir obtenu l'accord préalable, écrit et exprès des bailleurs adhérents.

On entend par transfert de données à caractère personnel lorsque ces données sont transférées depuis le territoire européen vers un ou des pays qui n'appliquent pas les dispositions de la directive 95/46/CE et du règlement européen n°2016/679 qui sera applicable à compter du 25 mai 2018 (il s'agit des pays ni membres de l'Union européenne, ni membres de l'Espace économique européen). Le transfert peut s'effectuer par communication, copie ou déplacement de données, par l'intermédiaire d'un réseau (ex : accès à distance à une base de données) ou d'un support à un autre, quel que soit le type de support (ex. d'un disque dur d'ordinateur à un serveur).

Tout accès à distance à une base de données (même si celle-ci est située en France) constitue un transfert.

- Information des locataires et droits d'accès  
Conformément aux articles 13 et suivants du règlement européen n°2016/679 applicable à compter du 25 mai 2018 et aux articles 39 et suivants de la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, les locataires bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation et d'opposition, aux informations qui les concernent, qu'ils peuvent exercer, par courrier postal accompagné d'une copie d'un titre d'identité auprès de leur bailleur.

L'ADIL 44, l'ANEF FERRER et l'ETAPE s'engagent à respecter le caractère strictement confidentiel et à ne pas utiliser autrement qu'aux fins de la bonne exécution des présentes, les faits, informations et documents connus ou détenus par elles dans l'exécution de leurs missions et à mettre en place et maintenir toutes procédures internes afin d'assurer la présentation de cette confidentialité.

#### **Article 9 : Durée de la convention**

La présente convention prendra effet rétroactivement le 1er janvier 2025 pour une durée maximale de deux ans soit au plus tard le 31 décembre 2026.

Cette convention est liée avec la convention de l'Etat suite à l'appel à projets FNAVDL. En cas de désengagement de l'Etat, un comité de pilotage d'urgence se réunira afin de statuer sur les suites à donner.

#### **Article 10 : Evolution de l'activité**

Pour le cas où les intervenants de l'EMPEX prévus à la présente convention ne suffiraient pas à assurer l'activité du dispositif « Prévention des expulsions », la présente convention pourra faire l'objet d'un avenant.

## **Article 11 : Notifications**

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les Parties font élection de domicile à l'adresse indiquée dans leur comparution respective.

## **Article 12 : Conciliation – Attribution de compétence**

En cas de différend ou de litige qui viendrait à naître à propos de la validité, l'interprétation, l'exécution ou la fin de la Convention, les Parties se rapprocheront sans délai afin d'en examiner ensemble les implications et les moyens d'y remédier, voire de dégager un compromis dans un souci de conciliation.

A défaut de résolution du différend sous trente (30) jours de sa survenance selon les modalités ci-dessus, le litige pourra être porté devant le tribunal compétent du siège social du défendeur.

### **Pour les bailleurs**

**Thierry HEYVANG**  
Directeur Général  
Aiguillon Construction

**Lise Anne LEHAY**  
Directrice Générale  
CISN

**Vincent BIRAUD**  
Directeur Général  
Atlantique Habitations

**Stéphane CARASSOU**  
Directeur Général  
Habitat 44

**Camille BONIN**  
Directeur Général  
CDC Habitat

**Fabienne DELCAMBRE**  
Directrice Générale  
Harmonie Habitat

**Sylvie MEIGNEN**  
Directrice Générale Déléguée  
CIF Coopérative

**Rémy ANDROUET**  
Directeur Régional  
ICF Habitat



**Gonzague NOYELLE**  
**Directeur Général**  
**Immobilière Podeliha**

**Marc PATAY**  
**Directeur Général**  
**Nantes Métropole Habitat**

**Thomas CAUDRON**  
**Directeur Général**  
**La Nantaise d'Habitations**

**Sandrine WILLIAMSON**  
**Directrice Générale**  
**SILENE**

**Guillaume CORFDIR**  
**Directeur Général**  
**Logi Ouest**

**Julien BIGER**  
**Directeur de Territoire**  
**Vilogia**

**Pour les associations**

**Pour l'ADIL 44**  
**Nathalie TRICOT**  
**Directrice**

**Pour l'ANEF FERRER**  
**Yann DROMERT**  
**Directeur**

**Pour l'ETAPE**  
**Julien BASLE**  
**Directeur par intérim**



**ANNEXES à la CONVENTION de PARTENARIAT**  
**Equipe Mobile « Prévention des expulsions**  
**des locataires du parc social » en Loire-Atlantique**

- ANNEXE 1 : Fiches actions
- ANNEXE 2 : Jauge d'intégration par bailleur
- ANNEXE 3 : Budget Prévisionnel
- ANNEXE 4 : Fiche de saisine
- ANNEXE 5 : Courrier de mise à disposition pour impayés de loyer ou non-réponse à l'enquête SLS (Fiches actions 1 et 3)
- ANNEXE 5 bis : Courrier de mise à disposition pour situation préoccupante ou accompagnement à la sortie (Fiches actions 2 et 4)





## ANNEXE 1 : Fiches actions



### Action [1] : Ménages en impayé de loyer, pour lequel une procédure de résiliation de bail ou d'expulsion est engagée

<p><b>1</b> <b>LE BAILLEUR</b></p>	<p>Un <b>impayé</b> de loyers est constitué. Le bailleur a cherché à entrer en contact avec son locataire et envoyé un <b>commandement de payer</b> ou une <b>assignation</b> qui restent infructueux. Le <b>locataire ne réagit pas</b> : aucun règlement, aucune prise de contact. Le bailleur dispose de peu d'éléments sur la situation.</p> <p>Le ménage n'a pas trouvé de solution ou donné suite aux propositions des partenaires sociaux.</p>
<p><b>Objectifs de la saisine</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Captation du ménage pour une reprise de contact et une évaluation de la situation</li> <li>- Tentative de recherche de solution en faveur d'un maintien dans le logement</li> </ul>	
	<p> <b>Sollicitation d'un diagnostic</b></p>
<p><b>2</b> <b>ADIL</b></p>	<p>L'ADIL tente par tous les moyens de prendre contact avec le locataire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• faire un pré-diagnostic de la situation</li> <li>• informer sur la résiliation de bail et/ou la procédure d'expulsion, les aides mobilisables,</li> <li>• accompagner une proposition de plan d'apurement</li> <li>• faire le lien avec la CAF par rapport aux droits potentiels</li> <li>• orienter vers les services et organismes habilités</li> </ul> <p>➤ <b>et si besoin solliciter une évaluation sociale avec accompagnement ponctuel</b></p>
	<p> <b>Sollicitation d'une évaluation sociale et accompagnement intensif ponctuel</b></p>
<p><b>3</b> <b>ASSOCIATION</b> <b>L'ETAPE</b> <b>OU</b> <b>ANEF-FERRER</b>  <b>( LA REPARTITION</b> <b>PEUT SE FAIRE PAR</b> <b>TERRITOIRE ET EN</b> <b>FONCTION DE LA FILE</b> <b>ACTIVE )</b></p>	<p>Une tripartie ménage/ADIL/opérateur est organisée. L'association cherche par tous moyens à maintenir le lien avec le ménage et à favoriser l'adhésion dans la démarche.</p> <p>Lorsque le contact est établi, elle en <b>informe le bailleur</b>. Le travailleur social <b>évalue</b> le degré d'intensité dans l'accompagnement social et affine le diagnostic concernant les freins et leviers éventuels. <b>Il soutient le ménage dans la réalisation des démarches urgentes</b> permettant de débloquer la situation.</p> <p>Une tripartite ménage/opérateur/bailleur est organisée dès le début de la mesure d'accompagnement, afin de clarifier les objectifs et énoncer les droits et les devoirs inhérents aux parties prenantes.</p> <p>Le professionnel favorise la réinscription du ménage dans le maillage territorial existant, réoriente vers un accompagnement social adapté, en fonction des besoins, et s'assure que la passerelle avec les différents partenaires sociaux et médico-sociaux est établie.</p> <p><b>Durée 4 mois</b> (renouvellement de 2 mois envisageable si l'ensemble des parties prenantes le pose comme unique solution dans l'attente de la réalisation de certaines actions)</p> <p><u>Exemples d'accompagnements mobilisables :</u> Travailleur social de secteur    ALI    SAVS    Action Logement    Etc.</p> <p><u>Exemples d'orientations mobilisables :</u> SIAO    Sous-location bail glissant / IML    MIB    Etc.</p>


**Action [2] Ménage présentant une situation préoccupante (troubles de voisinage ou d'occupation), avec ou sans dette, et pour lequel une procédure de résiliation de bail ou d'expulsion a été engagée**

<p><b>1</b> <b>LE BAILLEUR</b></p>	<p>Le bailleur a cherché à <b>entrer en contact</b> avec son locataire <b>suite à des troubles de l'occupation avec ou sans impayé de loyer</b>. Le locataire ne réagit pas : aucune prise de contact, plaintes du voisinage, poursuite voire multiplication des nuisances. Le bailleur dispose de peu d'éléments sur la situation.</p>
<p><b>Objectifs de la saisine</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Captation du ménage pour une reprise de contact et une évaluation de la situation concernant le motif des troubles d'occupation : santé psychique, incurie, addiction, comportement inadapté...</li> <li>- Tentative de recherche de solution en faveur d'un maintien dans le logement, en lien avec des acteurs du territoire ayant une expertise de ces problématiques</li> <li>- Intervention renforcée en binôme</li> </ul>	
<p> <b>Saisine de l'EMPEX</b></p>	
<p><b>2</b> <b>ADIL</b></p>	<p>L'ADIL est sollicitée par le bailleur pour intervenir auprès d'un locataire. ➤ <b>L'ADIL sollicite une intervention sociale auprès d'un des opérateurs.</b></p>
<p> <b>Accompagnement intensif ponctuel en binôme</b></p>	
<p><b>3</b> <b>ASSOCIATION</b> <b>L'ETAPE</b> <b>ET/OU</b> <b>ANEF-FERRER</b></p> <p><b>(LA REPARTITION PEUT SE FAIRE PAR TERRITOIRE PUIS EN FONCTION DE LA FILE ACTIVE )</b></p>	<p>Lorsque le contact est établi, elle en <b>informe le bailleur</b>. Les travailleurs sociaux <b>évaluent</b> le degré d'intensité dans l'accompagnement social et affinent le diagnostic concernant les freins et leviers éventuels. Suite à l'acceptation de la mesure d'accompagnement, l'association cherche par tous moyens à maintenir le lien avec le ménage et à favoriser l'adhésion dans la démarche. <b>Ils soutiennent le ménage dans la réalisation des démarches urgentes</b> permettant de débloquer la situation. Dans la mesure du possible, ils accompagnent la reprise de contact avec le bailleur.</p> <p>Les professionnels favorisent la réinscription du ménage dans le maillage territorial existant, réorientent vers un accompagnement social adapté, en fonction des besoins, et s'assurent que la passerelle avec les différents partenaires sociaux et médico-sociaux soit établie. <b>Durée 4 mois</b> (renouvellement de 2 mois envisageable si l'ensemble des parties prenantes le pose comme unique solution dans l'attente de la réalisation de certains actions)</p> <p><u>Exemples d'accompagnements mobilisables :</u> Travailleur social de secteur    ALI    SAVS    Action Logement    Etc.</p> <p><u>Exemples d'orientations mobilisables :</u> SIAO    Sous-location bail glissant / IML    MIB    Etc.</p> <p><u>Exemples de partenaires identifiés mobilisables, selon les problématiques :</u> ELPP    EMPP    Hôpital    service addictologie    SAMSAH    Etc.</p>

## Action [3] – Ménage n'ayant pas répondu à l'enquête SLS, pour lequel un supplément de loyer est ou va être appliqué

<p><b>1</b> <b>LE BAILLEUR</b></p>	<p>La non-réponse à l'enquête SLS peut être les prémices de difficultés administratives et/ou financières. Le bailleur a cherché à entrer en contact avec son locataire et envoyé de nombreuses relances qui restent infructueuses. Le <b>locataire ne réagit pas</b> : aucune prise de contact. Le bailleur dispose de peu d'éléments sur la situation et applique donc un surloyer (SLS) qui va impacter immédiatement le budget du locataire.</p>
	<p> <b>Sollicitation d'un diagnostic</b></p>
<p><b>2</b> <b>ADIL</b></p>	<p>L'ADIL cherche par tous moyens à entrer en contact avec le ménage. L'association prend contact avec le locataire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réaliser un pré-diagnostic de la situation</li> <li>• identifier les freins à la non-réponse à l'enquête</li> <li>• informer sur les conséquences de cette non-réponse</li> <li>• accompagner la démarche (complétude de l'enquête et transmission des pièces)</li> </ul> <p>Selon les difficultés identifiées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• orienter vers les services et organismes habilités <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>et si besoin solliciter une évaluation sociale avec accompagnement ponctuel</b></li> </ul> </li> </ul>
	<p> <b>Sollicitation d'une évaluation sociale et accompagnement intensif ponctuel</b></p>
<p><b>3</b> <b>ASSOCIATION</b> <b>L'ETAPE</b> <b>OU</b> <b>ANEF-FERRER</b></p> <p><b>( LA REPARTITION</b> <b>PEUT SE FAIRE PAR</b> <b>TERRITOIRE ET EN</b> <b>FONCTION DE LA FILE</b> <b>ACTIVE )</b></p>	<p>Suite à la tripartite réalisée avec l'ADIL, le contact est établi et permet le début de l'accompagnement. Le référent <b>informe le bailleur, initie les démarches urgentes</b> permettant de débloquer la situation et fixe une tripartite avec le bailleur afin de se mettre en accord sur les objectifs de cet accompagnement.</p> <p>L'intervenant social <b>évalue</b> s'il y a nécessité d'un accompagnement social et si oui, estime son degré d'intensité.</p> <p>L'intervenant social associatif organise la <b>réorientation vers un accompagnement social</b> de droit commun et s'assure que la passerelle avec les différents partenaires sociaux et médico-sociaux est établie.</p> <p><b>Durée 4 mois</b> (renouvellement envisageable pour 2 mois supplémentaires si l'ensemble des parties prenantes le pose comme unique solution dans l'attente de ...)</p> <p><u>Exemples d'accompagnements mobilisables :</u> Travailleur social de secteur     ALI     SAVS     Action Logement     Etc.</p> <p><u>Exemples d'orientations mobilisables :</u> SIAO     Sous-location bail glissant / IML     MIB     Equipe opérationnelle Logement d'abord     Etc.</p>

## Action [4] Ménage pour lequel l'expulsion du logement va être mise en œuvre (RFP et CFP)

<p style="text-align: center;"><b>1</b> <b>LE BAILLEUR</b></p>	<p>Le ménage n'a pas trouvé de solution ou donné suite aux propositions des partenaires sociaux. Le bailleur et les partenaires sociaux ne sont pas (ou plus) en mesure d'entrer en contact avec le ménage et disposent de peu d'éléments sur la situation.</p> <p>L'expulsion est inévitable. Le bailleur envisage de demander la réquisition de la force publique (RFP) ou de mettre en œuvre le concours de la force publique (CFP).</p> <p>Le bailleur envoie un courrier pour proposer la mise à disposition d'un travailleur social de l'EMPEX.</p>
<p><b>Objectifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervention sociale renforcée</li> <li>- Initier les démarches prioritaires dans cette situation</li> <li>- Soutenir l'organisation du ménage face à cette situation pour éviter les ruptures (emploi, scolarité...)</li> <li>- Eviter que le ménage se retrouve sans solution ou en rupture de droits</li> <li>- Informer le ménage concernant la compréhension de sa situation, les différents dispositifs, aides existantes sur le territoire</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"> <b>Sollicitation d'une évaluation sociale et accompagnement intensif ponctuel – minimum 2 mois avant la mise en œuvre du concours de la force publique</b></p>	
<p style="text-align: center;"><b>2</b> <b>ASSOCIATION</b> <b>L'ETAPE</b> <b>ET/OU</b> <b>ANEF-FERRER</b></p> <p style="text-align: center;">( LA REPARTITION PEUT SE FAIRE PAR TERRITOIRE ET EN FONCTION DE LA FILE ACTIVE )</p>	<p>Si le ménage accepte la mesure, l'association en <b>informe le bailleur</b>.</p> <p>Le travailleur social <b>évalue</b> les besoins du ménage : les ressources mobilisables, les freins et leviers. <b>Il soutient le ménage dans la réalisation des démarches urgentes</b> permettant de construire un plan d'actions à mettre en œuvre.</p> <p>Le professionnel favorise la réinscription du ménage dans le maillage territorial existant, réoriente vers un accompagnement social adapté, en fonction des besoins, et s'assure que la passerelle avec les différents partenaires sociaux et médico-sociaux est établie.</p> <p><b>Durée 4 mois : intervention minimum 2 mois avant la mise en œuvre du CFP et 2 mois après la sortie du logement maximum.</b></p> <p style="text-align: center;"><u>Exemples d'accompagnements mobilisables :</u> Travailleur social de secteur    Action Logement    Etc.</p> <p style="text-align: center;"><u>Exemples d'orientations mobilisables :</u> 115    SIAO    Sous-location bail glissant / IML    Etc.</p> <p style="text-align: center;"><u>Exemples acteurs mobilisables :</u> Services et aides au déménagement    entreprises de location de boîtes    réseau ressource du ménage    bénévole, Partage 44    Etc.</p>

## ANNEXE 2 : Jauge d'intégration par bailleur

	JAUGE 2025 - 2026		
	Impayés	Situations Préoccupantes	TOTAL
ATLANTIQUE HABITATIONS	10	4	14
HARMONIE HABITAT	6	4	10
LA NANTAISE D'HABITATIONS	10	4	14
CDC HABITAT	10	2	12
HABITAT 44	16	0	16
NANTES METROPOLE HABITAT	30	4	34
LOGI OUEST	3	1	4
AIGUILLON CONSTRUCTION	8	2	10
CIF COOPERATIVE	4	3	7
PODELIHA	4	0	4
ICF HABITAT	5	2	7
VILOGIA	8	2	10
SILENE	12	0	12
CISN	10	2	12
TOTAL	136	30	166

## ANNEXE 3 : Budget Prévisionnel

Projet n°

### 6. Budget<sup>5</sup> du projet

Année 2025 ou exercice du au

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
60 - Achats	7430	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	5013	73 - Concours publics	
Autres fournitures	2417	74 - Subventions d'exploitation <sup>2</sup>	490000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	28791	FNAVDL	286471
Locations	22284		
Entretien et réparation	5189		
Assurance	1318	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	7357	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3138		
Publicité, publication			
Déplacements, missions	1002	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires, autres	3217		
63 - Impôts et taxes	28321		
Impôts et taxes sur rémunération	25844		
Autres impôts et taxes	2477	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	395775	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	276116	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	116389	Autres établissements publics	203529
Autres charges de personnel	3270	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	22326	75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
<b>CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET</b>		<b>RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET</b>	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES HORS CVN</b>	<b>490000</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS HORS CVN</b>	<b>490000</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)<sup>7</sup></b>			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévoles	
<b>TOTAL DONT CVN</b>	<b>490000</b>	<b>TOTAL DONT CVN</b>	<b>490000</b>
La subvention sollicitée de €, objet de la présente demande représente % du total des produits du projet dont CVN (montant sollicité/total du budget) x 100.			

## ANNEXE 4 : Fiche de saisine et de liaison

### Transmis à l'ADIL le :

**Motif :** ☐ Impayé de loyer ☐ Non réponse enquête SLS ☐ Troubles d'occupation ☐ Expulsion à venir

<p><b>DEMANDEUR</b></p> <p>Nom - Prénom :</p> <p>Date de naissance :</p> <p>Téléphone :</p> <p>E-mail :</p>	<p><b>CO-DEMANDEUR / COLOCATAIRE</b></p> <p>Nom – Prénom :</p> <p>Date de naissance :</p> <p>Téléphone :</p> <p>E-mail :</p>
<p>Adresse postale :</p> <p><input type="checkbox"/> Personne seule <input type="checkbox"/> Personne seule avec enfants <input type="checkbox"/> Couple <input type="checkbox"/> Couple avec enfants</p>	

<p><b>BAILLEUR</b></p> <p>Nom - Prénom de l'instructeur :</p> <p>Téléphone :</p> <p>E-mail :</p> <p>Informations :</p> <p>Coordonnées de l'huissier et référence du dossier :</p> <p>Lien du bailleur avec le ménage : <input type="checkbox"/> régulier <input type="checkbox"/> irrégulier <input type="checkbox"/> absent</p>	<p>LOGO</p>
--	-------------

<b>LOGEMENT</b>	
Date d'entrée dans les lieux :	Date du premier impayé :
<p>Typologie du logement : <input type="checkbox"/> T1 <input type="checkbox"/> T2 <input type="checkbox"/> T3 <input type="checkbox"/> T4 <input type="checkbox"/> T5 <input type="checkbox"/> T6</p>	
Loyer (hors charges) + charges :	APL :
Montant RLS :	Résiduel :
Sur loyer : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	et si oui, motif :
Assurance habitation : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	et si non, depuis le : __ / __ / ____
Montant actualisé de la dette :	..... € en date du __ / __ / ____
Dernier paiement effectué :	..... € en date du __ / __ / ____



Situation d'impayés antérieure : ☐ Oui ☐ Non

Première procédure d'expulsion : ☐ Oui ☐ Non

Passage en CCAPEX : ☐ Oui ☐ Non en date du \_\_ / \_\_ / \_\_

Mutation proposée par le bailleur : ☐ Oui ☐ Non

Vie collective : ☐ RAS ☐

Précisez.....

### REFERENT SOCIAL

#### Référent 1 :

Nom – prénom : Organisme :

Téléphone : E-mail :

Date du dernier rendez-vous réalisé : \_\_ / \_\_ / \_\_

#### Référent 2 :

Nom – prénom : Organisme :

Téléphone : E-mail :

Date du dernier rendez-vous réalisé : \_\_ / \_\_ / \_\_

#### Mesure de protection :

☐ Préconisée ☐ En cours ☐ clôturée

Informations complémentaires :

### PROCEDURE

Stade	Date	Commentaires
Commandement de payer		
Assignation		
Audience		Précisez si le locataire était présent ou représenté

<b>Commandement de quitter les lieux</b>		
<b>Réquisition de la force publique</b>		
<b>Concours de la force publique</b>	<input type="checkbox"/> Suspension <input type="checkbox"/> Mise en œuvre envisagée	<i>Si suspension : date et motif</i> <i>Si mise en œuvre envisagée : date prévisible</i>

**En cas de troubles d'occupation, préciser la nature du trouble :**

**Autres informations nécessitant un échange avec l'instructeur AVANT la visite à domicile** ☐ Oui  
☐ Non

#### PROTOCOLE DE COHESION SOCIALE

Signé ☐ Oui ☐ Non depuis le : \_\_/\_\_/\_\_

Montant et durée définis : .....

Respecté ☐ Oui ☐ Non depuis le : \_\_/\_\_/\_\_

Dénoncé ☐ Oui ☐ Non depuis le : \_\_/\_\_/\_\_

#### DOSSIER CAF

N° allocataire :

Nombre d'enfants : dont à charge .....

Droits ouverts : ☐ Oui ☐ Non

APL suspendue : ☐ Oui ☐ Non depuis le \_\_/\_\_/\_\_ Motif :

Trop perçu : ☐ Oui ☐ Non si oui montant : €

### DOSSIER FSL

FSL maintien/aide au résiduel : ☐ Oui ☐ Non FSL accès : ☐ Oui ☐ Non

Si oui date / nature / montant :

Montant abandonné par le bailleur : €

Autres aides accordées :

### DOSSIER DE SURENDETTEMENT

Dossier déposé précédemment : ☐ Oui ☐ Non Date : le \_\_/\_\_/\_\_

Préconisé ☐ En cours ☐ Validé ☐ le \_\_/\_\_/\_\_ ☐ Non

Si oui orientation :

Décisions contestées par le bailleur : ☐ Oui ☐ Non

Dossier dénoncé par le bailleur pour non-respect du plan : ☐ Oui ☐ Non

Si procédure de rétablissement personnel - Date : le \_\_/\_\_/\_\_

Montant de l'effacement : €

Si mensualité de remboursement : € Durée de remboursement :

## ANNEXE 5: Courrier de mise à disposition pour impayés de loyer ou non-réponse à l'enquête SLS (Fiches actions 1 et 3)

A Nantes, le .../.../...,

Monsieur, Madame,

Un [commandement de payer ou un commandement de quitter les lieux] vous a été notifié le .../.../... dans le cadre d'une procédure d'expulsion de votre logement liée à votre dette de loyer en attente de règlement. Nous n'avons à ce jour aucune nouvelle de votre part et aucun règlement.

Votre situation nous préoccupe et c'est pourquoi, **afin de vous aider**, nous avons sollicité l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de la Loire-Atlantique (ADIL) pour qu'elle vienne à votre rencontre afin d'évaluer **avec vous** les solutions susceptibles d'être mises en œuvre afin d'éviter votre expulsion.

Cet organisme va vous contacter prochainement. **Il s'agit d'un service indépendant de notre structure et cette démarche est gratuite.** Nous vous invitons donc vivement à répondre favorablement à cette proposition de rencontre et à entendre les préconisations qui vous seront faites.

Vous pouvez dès à présent contacter les chargées de mission de l'ADIL :

**Mme LEMAITRE 06 37 72 36 29 ou Mme THOBIE 07 72 07 51 25**

[contact.prevention@adil44.fr](mailto:contact.prevention@adil44.fr)

**ADIL de Loire-Atlantique**

**Maison de l'Habitant**

12 rue du Président Herriot

44000 NANTES

A défaut de mobilisation de votre part, nous vous informons de la poursuite de la procédure d'expulsion. Par ailleurs, un retour sera fait auprès de l'unité prévention des expulsions de la DDETS<sup>1</sup>, afin si nécessaire, de solliciter le concours de la force publique.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

---

<sup>1</sup> Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

## ANNEXE 5 bis : Courrier de mise à disposition pour troubles d'occupation ou accompagnement à la sortie (Fiches actions 2 et 4)

### Courrier dans le cadre de la fiche action 2 : situation préoccupante

---

A Nantes, le .../.../...,

Madame, Monsieur,

Le bailleur replace le contexte

Votre situation nous préoccupe aussi, à notre demande, **vous serez contacté par des travailleurs sociaux des associations ANEF-FERRER ou ETAPE** afin d'évaluer avec vous les solutions susceptibles d'être mises en œuvre afin d'éviter votre expulsion.

Il s'agit d'un service indépendant de notre structure et cette démarche est gratuite. Nous vous invitons donc vivement à répondre favorablement à cette proposition de rencontre et à entendre les préconisations qui vous seront faites.

A défaut de mobilisation de votre part, nous serons contraints de mettre en œuvre votre expulsion par le concours de la force publique.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur l'assurance de notre considération distinguée.

## Courrier dans le cadre de la fiche action 4 : Accompagnement à la sortie

---

A Nantes, le .../.../...,

Madame, Monsieur,

Suite au jugement en date du XX/XX/XX, votre bail est résilié et l'expulsion ordonnée. Nous entendons mener la procédure d'expulsion à son terme.

A notre demande, afin de vous soutenir dans cette situation, vous serez contacté par des travailleurs sociaux des associations ANEF-FERRER ou ETAPE afin de vous aider dans la réalisation des démarches urgentes et à organiser votre départ sous deux mois dans les meilleures conditions.

Il s'agit d'un service indépendant de notre structure et cette démarche est gratuite. Nous vous invitons donc vivement à répondre favorablement à cette proposition de rencontre et à entendre les préconisations qui vous seront faites.

A défaut d'un départ volontaire, nous serons dans l'obligation de mettre en œuvre le concours de la force publique en présence des forces de l'ordre.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.